

Abonnements : Nord et Départements limitrophes... 4 fr. 50 6 mois 9 fr. 18 fr. 1 an

Le Numéro 5 Centimes

PUBLICITE Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du journal et dans toutes les Agences de France et de l'Étranger

Vendredi 21 MAI 1909

# Notre Solidarité

Les travailleurs du gaz, consultés par voie de referendum vont se prononcer sur le moyen qu'ils entendent employer pour manifester aux postiers en grève leur esprit de solidarité. Aussi pouvons-nous, en toute sincérité, et sans être accusés d'avoir pesé sur le vote de nos camarades, dire ce que nous pensons de cette grève.

Le double mouvement qui, à deux mois d'intervalle, a dressé en révolte, contre l'Etat-patron, le prolétariat des P. T. T., a précédé les pouvoirs publics et devant l'opinion des problèmes d'une gravité considérable et dont la solution ne saurait être longtemps différée.

Il aura d'abord appris aux parlementaires trop enclins, par habitude professionnelle, à se payer de mots, combien sont oiseuses les longues discussions qui, depuis plusieurs années, les mettent aux prises au sujet de l'extension aux fonctionnaires du droit syndical. A quoi bon édicter les gens sur l'exercice de droits qu'ils peuvent prendre quand bon leur semble ?

Pour n'être pas un syndicat de qualité, pour n'être pas affilié à la C. G. T., l'Association générale des P. T. T. n'en a-t-elle pas moins dirigé les mouvements grévistes de mars et de mai et son action n'est-elle pas appuyée, autant que faire se peut, par la sympathie des autres organisations ouvrières ?

L'important n'est donc pas de réglementer l'exercice du droit de grève, mais d'organiser le travail de telle sorte que les travailleurs, assurés de faire prévaloir, par les voies de raison, leurs revendications justifiées, renoncant d'eux-mêmes à user des moyens de violence.

Moins routinière, moins despotique, l'administration sur laquelle M. Simyan règne encore sans la gouverner l'eût elle-même compris. Elle disposait d'un personnel d'élite, animé d'un sincère esprit d'ordre et de discipline, de sentiments profondément républicains. Rien ne lui eût été plus aisé que de s'accorder avec ses agents.

Mais comment cette administration, qui se révélait toujours si arrogante, si obstinément conservatrice de tous les antiques abus, se serait-elle montrée accueillante aux revendications de ses collaborateurs les plus humbles, alors qu'elle reste sourde aux réclamations du public qui la fait vivre ?

Maintenant, c'est le conflit aigu. A la cessation du travail, le gouvernement répond par des révocations prononcées par centaines, procédé détestable s'il se propose sincèrement de pacifier les esprits.

Et les postiers font appel à l'opinion publique, à leurs camarades des autres corporations, travailleurs des services publics ou de l'industrie privée. Le prolétariat organisé ne leur marchandé pas sa sympathie. Reste à savoir sous quelle forme il pourra la leur manifester.

La grève générale de toutes les corporations ? En toute sincérité, je pense avec le secrétaire de la C. G. T., notre excellent camarade Niel, que pour déclarer cette universelle grève sociale, les syndicats ne sont ni assez nombreux, ni assez cohérents, ni assez sûrs d'entraîner derrière eux la masse des travailleurs non syndiqués.

Le mandat qu'ils ont confié à leur commission exécutive et à leur secrétaire général n'est pas un mandat d'absolutisme : il ne nous donne pas le droit de disposer d'eux-mêmes sans leur assentiment. Aussi, sans nous soucier d'attaques que nous ne relèverons pas, nous avons-nous donné la parole. A eux-mêmes de déterminer leur propre action.

La crise actuelle démontre les désastreuses conséquences qu'entraînent les procédés d'autoritarisme dans les administrations publiques. Les effets n'en seraient pas meilleurs dans les organisations ouvrières. Quant à nous, autant nous nous refusons à mettre la force syndicale au sein d'une volonté personnelle, autant nous apportons de l'énergie et de dévouement dans l'exécution de la décision que, à la majorité, auront prise nos camarades.

S'ils ont voulu la grève, ils l'auront dit sous leur propre responsabilité, sous leur propre signature et après en avoir mesuré les périls. S'ils ont estimé pouvoir, de façon tout aussi efficace, mais sans risquer un aussi gros jeu, manifester leur sympathie aux postiers, ils l'auraient également et ce ne sera pas par des mots qui s'envolent au souffle du vent, par des ordres du jour presque aussitôt oubliés que volés, mais par des actes tangibles, par des sacrifices matériels qu'ils affirmeront leur esprit de solidarité prolétarienne.

En cette occurrence, comme lorsqu'il s'est agi de la défense de leurs propres intérêts, les gaziers se montreront ennemis du verbalisme tapageur et du « bluff » dangereux. Ils ne se seront engagés que dans la mesure où ils pourront tenir leur parole, mais quand leur parole aura été donnée, ils la tiendront jusqu'au bout.

Il serait à souhaiter que l'exemple qu'ils donneront fut compris et suivi par tous : par les organisations ouvrières d'abord, qui y gagneraient en autorité et en force, mais aussi, mais surtout par le gouvernement.

Frapper, révoquer au petit bonheur, au hasard des dénonciations et des rancunes des centaines de travailleurs, c'est user du droit du plus fort qui n'est pas le droit. Si l'on veut réellement faire cesser l'anarchie dont souffrent depuis trop longtemps notre administration postale, si l'on veut éviter le retour de pareilles crises, dommageables pour tous les intérêts, dangereuses pour la République elle-même, ce n'est pas sur la terreur qu'il faut compter, mais sur la justice.

— Et la justice de la démocratie serait injuste si elle n'était indulgente.

Louis LAJARRIGE

## CHRONIQUE

# La Guérite

Je ne sais si vous êtes de mon avis, mais rien ne me paraît amusant comme une guérite de jardin public. Car, qui dit guérite de jardin public, dit aussi Garde Nationale. Or, qui de vous hilarant — depuis Henry Monnier — que M. Prudhomme, coiffé de son gigantesque bonnet à poils et casant à grand-peine sa ventrière dans l'étroite petite boîte du Luxembourg ?

Et les deux trous, percés à droite et à gauche de la guérite, à hauteur de l'œil, ne vous ont-ils pas un petit air futé, ironique et joyeux ? Surtout lorsque le gigantesque cuisinier est obligé de se plier en deux pour mettre son œil à la hauteur, alors que le minuscule « vitrier » aurait grand besoin d'un petit banc, si la curiosité le prenait de voir ce qui se passe sur les côtés.

Il y a aussi la capote de guérite, cette infâme houlette d'un serge cuiré, que l'on fait ressembler la sentinelle à quelque échappé de maison centrale. Mais il y a surtout les inscriptions dont l'intérieur de la guérite est criblé. J'en ai connu de savoureuses, dont l'appel à « la classe » ou le cri de « Vive la République » remontaient à 1805, illustrés de dessins au couteau, d'un pittoresque inouï.

Le mandat qu'ils ont confié à leur commission exécutive et à leur secrétaire général n'est pas un mandat d'absolutisme : il ne nous donne pas le droit de disposer d'eux-mêmes sans leur assentiment. Aussi, sans nous soucier d'attaques que nous ne relèverons pas, nous avons-nous donné la parole. A eux-mêmes de déterminer leur propre action.

La crise actuelle démontre les désastreuses conséquences qu'entraînent les procédés d'autoritarisme dans les administrations publiques. Les effets n'en seraient pas meilleurs dans les organisations ouvrières. Quant à nous, autant nous nous refusons à mettre la force syndicale au sein d'une volonté personnelle, autant nous apportons de l'énergie et de dévouement dans l'exécution de la décision que, à la majorité, auront prise nos camarades.

S'ils ont voulu la grève, ils l'auront dit sous leur propre responsabilité, sous leur propre signature et après en avoir mesuré les périls. S'ils ont estimé pouvoir, de façon tout aussi efficace, mais sans risquer un aussi gros jeu, manifester leur sympathie aux postiers, ils l'auraient également et ce ne sera pas par des mots qui s'envolent au souffle du vent, par des ordres du jour presque aussitôt oubliés que volés, mais par des actes tangibles, par des sacrifices matériels qu'ils affirmeront leur esprit de solidarité prolétarienne.

En cette occurrence, comme lorsqu'il s'est agi de la défense de leurs propres intérêts, les gaziers se montreront ennemis du verbalisme tapageur et du « bluff » dangereux. Ils ne se seront engagés que dans la mesure où ils pourront tenir leur parole, mais quand leur parole aura été donnée, ils la tiendront jusqu'au bout.

Il serait à souhaiter que l'exemple qu'ils donneront fut compris et suivi par tous : par les organisations ouvrières d'abord, qui y gagneraient en autorité et en force, mais aussi, mais surtout par le gouvernement.

Frapper, révoquer au petit bonheur, au hasard des dénonciations et des rancunes des centaines de travailleurs, c'est user du droit du plus fort qui n'est pas le droit. Si l'on veut réellement faire cesser l'anarchie dont souffrent depuis trop longtemps notre administration postale, si l'on veut éviter le retour de pareilles crises, dommageables pour tous les intérêts, dangereuses pour la République elle-même, ce n'est pas sur la terreur qu'il faut compter, mais sur la justice.

— Et la justice de la démocratie serait injuste si elle n'était indulgente.

Louis LAJARRIGE

## LES CURES DE SABLE

Les autres, dit-on, se gorgent de cailloux. Une Américaine, Mme Marie Windsor, est en train de faire à ses animaux la plus terrible cure : elle leur donne du sable au lieu de la nourriture. D'après cette grande préresse d'un culte nouveau, le sable est la panacée universelle.

En ce moment, à Boston, elle enseigne à la population de Back Bay la façon de perfectionner sa santé et sa beauté par ce procédé. Elle déclare qu'elle-même mange du sable depuis deux ans. Ce qu'on ne peut pas dire, c'est si Mme Windsor est déjà guérie de ses maux paravants... ce dont notre galanterie nous interdit de douter un seul instant.

Les autres, dit-on, se gorgent de cailloux. Une Américaine, Mme Marie Windsor, est en train de faire à ses animaux la plus terrible cure : elle leur donne du sable au lieu de la nourriture. D'après cette grande préresse d'un culte nouveau, le sable est la panacée universelle.

Le mandat qu'ils ont confié à leur commission exécutive et à leur secrétaire général n'est pas un mandat d'absolutisme : il ne nous donne pas le droit de disposer d'eux-mêmes sans leur assentiment. Aussi, sans nous soucier d'attaques que nous ne relèverons pas, nous avons-nous donné la parole. A eux-mêmes de déterminer leur propre action.

La crise actuelle démontre les désastreuses conséquences qu'entraînent les procédés d'autoritarisme dans les administrations publiques. Les effets n'en seraient pas meilleurs dans les organisations ouvrières. Quant à nous, autant nous nous refusons à mettre la force syndicale au sein d'une volonté personnelle, autant nous apportons de l'énergie et de dévouement dans l'exécution de la décision que, à la majorité, auront prise nos camarades.

S'ils ont voulu la grève, ils l'auront dit sous leur propre responsabilité, sous leur propre signature et après en avoir mesuré les périls. S'ils ont estimé pouvoir, de façon tout aussi efficace, mais sans risquer un aussi gros jeu, manifester leur sympathie aux postiers, ils l'auraient également et ce ne sera pas par des mots qui s'envolent au souffle du vent, par des ordres du jour presque aussitôt oubliés que volés, mais par des actes tangibles, par des sacrifices matériels qu'ils affirmeront leur esprit de solidarité prolétarienne.

En cette occurrence, comme lorsqu'il s'est agi de la défense de leurs propres intérêts, les gaziers se montreront ennemis du verbalisme tapageur et du « bluff » dangereux. Ils ne se seront engagés que dans la mesure où ils pourront tenir leur parole, mais quand leur parole aura été donnée, ils la tiendront jusqu'au bout.

Il serait à souhaiter que l'exemple qu'ils donneront fut compris et suivi par tous : par les organisations ouvrières d'abord, qui y gagneraient en autorité et en force, mais aussi, mais surtout par le gouvernement.

Frapper, révoquer au petit bonheur, au hasard des dénonciations et des rancunes des centaines de travailleurs, c'est user du droit du plus fort qui n'est pas le droit. Si l'on veut réellement faire cesser l'anarchie dont souffrent depuis trop longtemps notre administration postale, si l'on veut éviter le retour de pareilles crises, dommageables pour tous les intérêts, dangereuses pour la République elle-même, ce n'est pas sur la terreur qu'il faut compter, mais sur la justice.

— Et la justice de la démocratie serait injuste si elle n'était indulgente.

Louis LAJARRIGE

## LES CURES DE SABLE

Les autres, dit-on, se gorgent de cailloux. Une Américaine, Mme Marie Windsor, est en train de faire à ses animaux la plus terrible cure : elle leur donne du sable au lieu de la nourriture. D'après cette grande préresse d'un culte nouveau, le sable est la panacée universelle.

En ce moment, à Boston, elle enseigne à la population de Back Bay la façon de perfectionner sa santé et sa beauté par ce procédé. Elle déclare qu'elle-même mange du sable depuis deux ans. Ce qu'on ne peut pas dire, c'est si Mme Windsor est déjà guérie de ses maux paravants... ce dont notre galanterie nous interdit de douter un seul instant.

Les autres, dit-on, se gorgent de cailloux. Une Américaine, Mme Marie Windsor, est en train de faire à ses animaux la plus terrible cure : elle leur donne du sable au lieu de la nourriture. D'après cette grande préresse d'un culte nouveau, le sable est la panacée universelle.

# L'AGITATION SYNDICALISTE

## La Grève Générale

Les terrassiers chôment. - Les autres corporations délibèrent. Tumultueux meeting au Manège St-Paul. - Sanglantes bagarres entre la police et les manifestants. Une trentaine de blessés.

## La discorde à la C.G.T.

Les révolutionnaires contre Niel et Guérard. - Pataud suspect n'a plus la confiance du Bâtiment.

La deuxième journée de grève générale n'a pas apporté un grand changement à la situation d'acier. Et, malgré le nouvel appel rédigé par le Comité confédéral, « invitant » le prolétariat de la province à se lever en masse, le calme plat règne partout. Les syndicats anarchistes, ceux qui espèrent le plus la réussite du mouvement ne cachent pas aujourd'hui leurs déceptions. Ils se consolent toutefois de leur échec en critiquant très vivement l'attitude des dirigeants réformistes Niel, Keufer, Guérard à qui ils imputent la responsabilité.

M. Pataud, lui-même, qui fut considéré longtemps comme un des remparts de la grève générale, n'est guère mieux traité que ses trois collègues du Comité confédéral qu'il critiquait, hier encore, de pointes sarcastiques, à l'occasion de leur modérantisme.

Un meeting du manège Saint-Paul il fut bel et bien célébré par Pataud. Ces discussions au sein de la C. G. T. vont s'aggraver encore pour peu que le mouvement dure et il n'est pas téméraire de dire qu'elles finiront inévitablement et dans un délai très court, à une scission définitive.

Ces divergences de vues entre les ouvriers militants de la C. G. T. qui se traduisent à l'heure actuelle par des critiques violentes, accusations injurieuses, se sont pas faites pour donner de l'ampleur au mouvement de grève générale qui n'a recueilli jusqu'ici que l'adhésion d'une partie du Bâtiment.

On parle, pour ce matin vendredi, du chômage des boulangers, mais rien n'est plus problématique.

## A la Bourse du Travail

Ni troupes, ni police autour de la Bourse du travail. Les bars et les cafés voisins sont presque vides.

Cependant, les couloirs de la Bourse ne sont pas complètement déserts. Il y a quelques réunions, mais les manifestants bruyants, ceux qui marchent d'enthousiasme, ne sont point là. On y délibère toujours sur l'attitude qu'il y a lieu de tenir et on vote sans sourcilier des ordres du jour « de principe » en faveur de la grève générale.

## NOUVEL APPEL DE LA C. G. T.

Aux Travailleurs de Province

Le Comité confédéral a lancé le nouvel appel suivant :

AUX TRAVAILLEURS DE PROVINCE

Le comité confédéral est maintenant persuadé que l'appel de la C. G. T. en faveur des postiers a été entendu.

A Paris, de nombreux travailleurs se sont immédiatement mis en grève. D'autres travailleurs encore vont suivre le mouvement qui fait tâche d'huile.

Dans toute la France, le mouvement s'étend également.

Pour le mouvement de grève lui-même, nous ne pouvons autrement que par la presse inviter à nouveau, avec toute l'insistance qu'exige la gravité de l'heure, toutes les corporations, toutes les unions locales, départementales ou régionales à organiser, à tout faire pour organiser au plus vite et partout, dans toute la France, la grève générale de solidarité en faveur des camarades postiers.

A ce prix-là seulement, nos camarades postiers ne verront pas un millier de leurs pairs et révoqués.

A ce prix-là seulement, la dignité ouvrière sera respectée.

Dores et déjà le comité confédéral tient à la disposition des organisations qui le demandent les délégués dont le concours leur semblerait nécessaire.

Cependant, le comité confédéral demande aux organisations de province d'utiliser d'abord tous les concours locaux dont elles peuvent disposer.

## Le grand meeting du manège Saint-Paul

HUIT MILLE OUVRIERS DU BATIMENT Y ACCLAMERONT LA GREVE GENERALE. - DISCOURS VIOLENTS. - REUNION TUMULTEUSE ET SORTIE TRAGIQUE

Dès une heure et demie, les syndicats entrent en foule dans l'immense manège ; on en compte deux milliers à ce moment. A deux heures, les voilà quatre mille. Tout à l'heure, la salle sera comble et les grévistes continueront à arriver et à tenter de pénétrer.

En attendant l'ouverture de la séance, des milliers de poitrines entonnent l'« Internationale ».

Toutes les corporations du bâtiment sont représentées. Les terrassiers par Le Du ; les cimentiers, par Perrot ; les peintres, par Forget ; les paveurs, par Bouchehoir ; les couvreurs-plombiers, par Conte ; les maçons d'art, par Déchiron ; les menuisiers, par Ebers ; les ornemanistes, par Miller ; les bûcherons, par Lefebvre ; les charpentiers, par Bernard ; les fumistes-industriels, par Marx ; les fumistes en bâtiment par Belbisez.

Enfin, voici, à la tribune, RICORDEAU. Il commence par parler au milieu du bruit général.

D'aucuns crient : « L'ordre du jour ! » D'autres sifflent. Ricordeau enfle la voix et tonne :

« Nous sommes les premiers à marcher avec le bâtiment, camarades, il faut en être fiers, et que personne ne parle de rentrer au chantier.

Il faut soutenir les postiers qui ont été roulés par Clémenceau, il nous avait déjà roulés nous-mêmes, lors de la grève du bâtiment.

Je vous pose la question : « Voulez-vous continuer la grève générale qui commença ? »

La salle, qui, tout à l'heure, avait crié « Non ! Non ! », acclame maintenant la grève et crie : « Oui ! Oui ! Vive la grève générale ! »

## ON SABOTERA SI C'EST NECESSAIRE

M. Nicolle, du bâtiment, profite de ce moment d'emballement pour venir encourager les ouvriers du bâtiment à la lutte. Il le fait en termes véhéments, puis arrive au cas Guérard :

« Je dis que ceux qui, comme le pontife des chemins de fer, traquent la cause du prolétariat, ne sont que des bonrivaux »

« Non ! Non ! »

« Non ! Non ! »

« Non ! Non ! »

« Non ! Non ! »

« Non ! Non ! »

« Non ! Non ! »

« Non ! Non ! »